

<https://www.aefinfo.fr/depeche/701190>

Antonin Gouze

11 min read

Quelles sont les attentes des collectivités et des syndicats éducation pour mieux sécuriser les écoles et établissements ?

Tandis que le gouvernement s'engage à améliorer la sécurité des écoles et établissements scolaires après l'attentat d'Arras, quelles sont les attentes des collectivités et des syndicats de l'Éducation, reçus au MENJ sur ce dossier ? Les collectivités rappellent que "beaucoup a été fait" pour la sécurisation des établissements et qu'il s'agit désormais de "renforcer les moyens humains". Les chefs d'établissements attendent une aide des collectivités pour surveiller les abords des établissements, tandis que les syndicats d'enseignants mettent en garde contre la "bunkerisation" de l'école.



Après leurs réunions avec Gabriel Attal sur la sécurité des établissements, les collectivités et les syndicats insistent sur la nécessité d'accroître les moyens humains

plutôt que de renforcer les dispositifs techniques. MaxPPP

"À la suite de chaque attaque terroriste, les gouvernements qui se sont succédé, y compris avant 2017, ont pris des mesures pour renforcer la sécurité des établissements scolaires", souligne Gabriel Attal lors d'une séance de question au gouvernement, le 17 octobre 2023. Après l'attentat d'Arras, le ministre a assuré qu'il allait "se battre pour renforcer la sécurité à l'école" ([lire sur AEF info](#)) et a rencontré pour cela les organisations syndicales le 17 octobre, puis, ce mercredi, les collectivités, qui ont la compétence sur l'équipement des établissements.

L'objet de ces consultations : "garantir que, partout en France, dans tous les établissements scolaires et dans toutes les écoles, les équipes puissent travailler sereinement en sachant qu'elles sont protégées. Nous devons mesurer les efforts réalisés après l'audit réalisé en 2015 sur l'ensemble des établissements scolaires", a précisé Gabriel Attal devant les parlementaires, avant d'ajouter : "Depuis 2017, nous avons investi 100 millions d'euros dans la sécurisation des bâtiments publics, notamment celle des écoles, mais il faut aller plus loin", indique le ministre qui explique que certains établissements scolaires "manquent d'un dispositif de sécurité".

Selon les informations recueillies par AEF info, le ministère a lancé une mission flash sur le sujet, visant à collecter les besoins des établissements en la matière.

Les Collectivités rappellent leurs actions en termes de sécurité et veulent des "moyens humains"

À la sortie de la réunion organisée par Gabriel Attal avec les collectivités, François Bonneau, vice-président de Régions de France, interrogé par AEF info, rappelle la "volonté d'agir de manière coordonnée entre l'État et les collectivités pour assurer la plus grande sécurité possible". Les déclarations de Gabriel Attal au Sénat le 18 octobre vont dans ce sens, car le MENJ a assuré que l'État va "continuer à accompagner les collectivités locales dans les investissements" pour sécuriser les établissements.

Pour Régions de France, les aménagements pour la sécurisation des lycées "sont très largement engagés et vont se poursuivre. Certaines étapes sont d'ores et déjà bien avancées, qu'il s'agisse des plans de mise en sûreté qui ont été généralisés ou du renforcement de la surveillance aux abords des établissements qui a été conduit". Il

indique également que "les besoins supplémentaires pour la sécurisation des établissements ont été chiffrés et portés auprès du ministre".



François Bonneau (Régions de France)

| *Droits réservés - DR*

Le vice-président de Régions de France insiste sur l'importance du "contrôle humain" et avance que "l'hyper-technologie n'est pas adaptée" (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)), soulignant la nécessité de "faire converger l'intervention humaine et les dispositifs techniques". Pour le "renforcement de ces moyens humains", il mise ainsi sur "le nécessaire soutien de l'État" qui passe par "l'octroi de plus de moyens à l'Éducation nationale pour le recrutement d'AED ou de CPE, mais aussi par un renforcement du lien entre ces personnels et les agents d'accueils, qui sont sous la responsabilité des régions. Le lien entre l'intérieur et l'extérieur de l'établissement est également à renforcer." Régions de France réclame aussi la possibilité de pouvoir "anticiper" et que "les régions soient mises

au courant en amont par les renseignements généraux en cas d'alerte à propos d'un élève radicalisé. Aujourd'hui cette communication n'existe pas".

Concernant les départements, Jérôme Dumont, président du groupe de travail Éducation et Jeunesse de l'Assemblée des départements de France (ADF), indique à AEF info que les départements demandent une "formation de la communauté éducative aux questions de sécurité" et souligne que l'enquête flash diligentée par le MENJ permettrait aux collectivités "d'identifier les établissements avec des failles de sécurité et de prendre les mesures d'amélioration qui s'imposent".

Dans un communiqué, l'ADF rappelle que "depuis plus de 10 ans", les départements ont "pris des mesures face à la montée des violences pour assurer la sécurité des collègues" et "dû adapter la sécurité de leurs collègues en fonction des menaces : portiques, caméras de vidéoprotection et de vidéosurveillance, systèmes d'alerte confinement et évacuation dans le cadre d'un plan particulier de mise en sûreté (PPMS), formation des enseignants et élèves, etc.". L'association souligne également la nécessité de "répondre aux nouvelles menaces tout en s'inscrivant dans le temps long" et d'organiser "des concertations entre tous les acteurs : l'État, l'Éducation nationale, les préfets, les forces de police et de gendarmerie, les présidents de départements, les maires mais aussi les principaux de collèges" afin d'apporter des réponses "en fonction des spécificités de leurs établissements et du territoire".

Du côté des communes, André Laignel, premier vice-président délégué de l'AMF, insiste sur le fait que "beaucoup a déjà été fait sur la sécurisation des écoles, et qu'elles doivent être des lieux ouverts". Il appelle donc à "réfléchir à des mesures globales et un accompagnement humain, plutôt qu'à une multiplication des dispositifs de sécurité". Il rappelle également que "si de nouvelles préconisations devaient être faites par le ministère, il faudrait y associer des moyens" et renouvelle son souhait d'une "meilleure coordination entre les collectivités et le ministère". Pour Émilie Kuchel, maire adjointe de Brest et présidente du réseau français des villes éducatrices (RFVE), "la sécurisation dans le premier degré est établie : nous la mettons en place depuis 2014, nous avons des protocoles établis, des alertes anti intrusion, ou encore le PPMS. Il faut inviter les collectivités à penser différemment, et pas juste avec des portails et des systèmes d'alerte connectés à la gendarmerie" estime-t-elle lors de la conférence de presse du RFVE le 18 octobre 2023.

"Nous n'avons pas la culture de la sécurité" (SNPDEN)

Côté chefs d'établissement, Florence Delannoy, secrétaire académique du SNPDEN-UNSA, jointe par AEF info, estime qu'il y a "encore des efforts à faire concernant la sécurité des établissements. Mais il demeure malgré tout des situations inégalitaires - ce qui est normal, car les travaux sont longs et le budget est lourd". Le syndicat attend que l'État "aide les régions sur cette question", précise Florence Delannoy.

Mais elle pointe surtout l'absence de "culture de la sécurité, et de la protection". Et de s'interroger sur l'opportunité d'une réflexion à mener sur "des personnels dédiés, dont ce serait le métier". "Les personnels ne sont pas suffisamment formés", pointe la secrétaire académique.

Interrogé dans les médias sur les portiques de sécurité, le secrétaire général du SNPDEN Bruno Bobkiewicz estime que "dans certains établissements où il y a de réels problématiques de sécurisation, ce genre de dispositif peut être intéressant. Mais c'est à voir, au cas par cas. Surtout, il faut éviter que cela ne devienne un affichage politique des élus locaux, coupé de la réalité des collèges et lycées. Nous ne devons pas céder à une psychose."

De son côté, ID- FO avance "qu'il n'y a pas de grandes avancées depuis 2015 dans la sécurité des établissements". Il réclame "des moyens supplémentaires pour recruter des AED, car les établissements sont en flux tendu pour surveiller les entrées et sorties" ainsi qu'une "meilleure surveillance des abords des établissements, que les collectivités doivent assurer". Le syndicat souligne aussi que "pendant les vacances ou la nuit, des équipes extérieures doivent pouvoir assurer la sécurité des établissements en cas d'intrusion, pour ne pas exposer les chefs d'établissements, comme cela a été le cas avec le décès de Stéphane Vitel ([lire sur AEF info](#)). Les collectivités doivent prendre cela en charge."



Droits réservés - DR

LES SYNDICATS POUR DAVANTAGE DE MOYENS HUMAINS ET CONTRE LA "BUNKERISATION" DES ÉCOLES

Du côté des syndicats enseignants, on alerte le ministère sur "l'équilibre à trouver entre sécurité et école comme lieu de vie", souligne Sophie Vénéitay, secrétaire générale du ~~Snes-FSU~~. "La solution n'est pas la 'bunkerisation' des établissements, poursuit-elle, d'autant que certains équipements peuvent être contreproductifs : les portiques de sécurité peuvent engendrer un ralentissement des entrées et donc un attroupement devant l'établissement".

Pour le premier degré, le ~~Snuipp-FSU~~ insiste sur la nécessité de "laisser les parents entrer dans les écoles pour leur permettre d'échanger directement avec les enseignants et d'accompagner leurs enfants en classes en maternelle. L'école ne doit pas être un lieu sans échanges, ce qui semble être un point de vue partagé par le ministre." Cette position est partagée par SE-Unsa et le Snalc. Sur le plan bâtiminaire, les organisations appellent en premier lieu à "renforcer et réparer l'existant : c'est pourquoi nous avons demandé au ministère un audit des points d'entrée et de sortie des collèges et lycées", indique le Snes-FSU. Même constat au Snuipp-FSU, qui indique avoir "alerté sur les défaillances qui existent aujourd'hui dans certaines écoles : des portes non sécurisées, des portails qui ne ferment pas et des alarmes anti-intrusion qui ne fonctionnent pas où ne sont pas reliées à la police ou à la gendarmerie. Les mairies

doivent s'occuper de l'entretien de ces matériels", souligne Guilaine David, co-secrétaire générale et porte-parole du syndicat.

L'ensemble des organisations soulignent la nécessité de davantage de moyens humains. Dans les écoles, le Snuipp-FSU souligne que "les consignes données aujourd'hui aux directeurs d'école – comme la surveillance des abords des écoles – ne sont pas applicables, car les directeurs ne sont pas déchargés pour remplir ces rôles et il n'y a pas nécessairement d'agent d'accueil ou de concierge dans les petites et moyennes écoles". Le syndicat réclame donc "du personnel communal de la part des collectivités pour aider les petites écoles à la surveillance" mais également "des personnels administratifs pour aider les directeurs dans la gestion des PPMS et des plans Vigipirate".

Dans le second degré, le SE-Unsa souligne aussi "la nécessité d'avoir des personnels en appui des directeurs pour surveiller entrée et sorties", et rappelle que "les équipes mobiles de sécurité (EMS) sont en nombre trop faibles dans les académies. Il faudrait peut-être une EMS nationale qui pourrait venir en renfort en cas de besoin". La faiblesse de ces EMS est également soulignée par le Snes-FSU, qui soutient une "augmentation de leurs effectifs dans les académies".

Le syndicat SE-Unsa regrette que "les comptes rendus des PPMS ne soient jamais examinés et qu'il y ait une défaillance de formation initiale et continue des enseignants sur la sécurité".

Enfin, le Snaic déplore "l'absence de solution réelle vis-à-vis des élèves qui cumulent les faits graves dans notre système" et le fait "que les signalements n'aboutissent pas à grand-chose". Pour le SE-Unsa, "il n'appartient pas à l'Éducation nationale de trancher sur le sort d'un élève soupçonné de radicalisation. Il incombe aux ministères de l'Intérieur et de la Justice d'agir, et de décider de la déscolarisation d'un élève potentiellement dangereux".

357 incidents signalés lors des hommages lundi

Concernant les temps d'hommage aux professeurs assassinés, le MENJ précise ce mercredi que "357 perturbations et contestations" ont été signalées. Le ministre de l'Éducation nationale avait donné mardi le nombre de 179 incidents ([lire sur AEF info](#)), mais depuis d'autres notifications sont arrivées au ministère. Ce dernier rappelle que

"tous ces signalements font l'objet d'une saisine systématique du procureur de la République et d'une procédure disciplinaire pour les élèves concernés"

Generated with Reader Mode